



**PRÉFET  
DES ALPES-  
MARITIMES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence-Alpes-Côte d'Azur**

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var  
Tour Hermès, 64-66 route de Grenoble,  
Nice Leader  
06286 Nice

Nice, le 21/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**OREDUI**

ZI des Bois de Grasse  
06130 Grasse

Références : 2024-184  
Code AIOT : 0006400322

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2023 dans l'établissement OREDUI implanté 29 avenue Michel Chevalier ZI des Bois de Grasse 06130 Grasse. L'inspection a été annoncée le 08/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'objectif de cette inspection est de vérifier la situation administrative du site et son respect des prescriptions en lien avec les mouvements de déchets (tenue des registres de déchets entrants et sortants de l'installation).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OREDUI
- 29 avenue Michel Chevalier ZI des Bois de Grasse 06130 Grasse
- Code AIOT : 0006400322
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation est un centre de tri-transit-regroupement et traitement de déchets industriels dangereux et non dangereux et relève du seuil de l'autorisation (arrêté préfectoral n°13148 du 06/08/2008).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- traçabilité des déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'**objet de propositions de suites administratives** :

| N° | Point de contrôle        | Référence réglementaire                               | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------|---|--|-----------------------|
| 3  | Situation administrative | Code de l'environnement du 14/10/2011, article L511-2 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 1 mois                |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                          | Référence réglementaire                                 | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1  | Traçabilité des déchets                    | Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45 | Sans objet        |
| 2  | Traçabilité des déchets                    | Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43 | Sans objet        |
| 3  | Situation administrative                   | Code de l'environnement du 14/10/2011, article L511-2   | Sans objet        |
| 4  | Traçabilité des déchets – Registre entrant | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1             | Sans objet        |
| 5  | Perte de traçabilité des déchets           | Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 10            | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit se positionner au regard de la rubrique n°2710 sachant que ponctuellement des producteurs initiaux de déchets (particuliers) apportent à l'entreprise des déchets.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Traçabilité des déchets

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation de Trackdéchets   |
| <b>Prescription contrôlée :</b> <ol style="list-style-type: none"> <li>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</li> </ol> |
| <b>Constats :</b> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant connaissait et remplissait l'application Trackdéchets afin de déclarer les déchets dangereux de l'entreprise.</p>  |

|  |
|--|
|  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite |

## N° 2 : Traçabilité des déchets

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43   |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. Afin d'assurer la sauvegarde des intérêts de la défense nationale, des modalités spécifiques de transmission peuvent être prévues pour les services placés sous l'autorité du ministre de la défense, dans des conditions définies par arrêté conjoint du ministre chargé de l'environnement et du ministre de la défense. La gestion du registre national des déchets peut être confiée à une personne morale de droit public désignée par le ministre chargé de l'environnement.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant connaît et verse bien les données de ses registres de déchets au RNDTS. L'inspection n'a pas d'observation particulière.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

## N° 3 : Situation administrative

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 14/10/2011, article L511-2   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, ICPE – Rubriques applicables   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.</p> |

**Constats :**

Dans le cadre de son activité, aussi bien sur Grasse qu'à La Seyne sur mer, l'exploitant est amené à recevoir de petites quantités d'amiante apportées par des particuliers. Il reçoit donc sur rendez-vous des déchets amiantés conditionnés conformément aux règles établies par les différentes parties prenantes. Ces déchets sont alors stockés sur l'installation dans une zone dédiée parmi les autres déchets de même nature. Une fois les quantités suffisantes, l'exploitant réalise un transport de ces déchets vers l'exutoire final qui se trouve à Bellegarde (30) sur une installation de stockage de déchets dangereux.

**A ce titre, l'inspection demande à l'exploitant de se positionner face à la rubrique 2710 de la nomenclature afin de déterminer si un classement au regard de cette rubrique est en cohérence avec son activité industrielle (porter-à-connaissance).**

**Type de suites proposées :** Demande de justificatif à l'exploitant

**N° 4 : Traçabilité des déchets – Registre entrant**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1

**Thème(s) :** Autre, registre des déchets entrants

**Prescription contrôlée :**

Article 1

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du Code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des

|   |
|---|
| <p>déchets ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> </ul> <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le registre de déchets entrants consulté le jour de l'inspection ne comporte pas les données concernant le SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet et le numéro SIRET ainsi que l'adresse du ou des transporteurs. Toutefois, ces informations sont bien versées au RNDTS.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> |
|---|

#### N° 5 : Perte de traçabilité des déchets

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 10  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, perte de traçabilité  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les informations contenues dans les registres visés aux articles 1er et 2 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des déchets, assurent la traçabilité entre les déchets entrants et les déchets sortants. Les informations contenues dans les registres visés aux articles 6 et 7 du présent arrêté, tenus par les personnes exploitant des établissements réceptionnant et réexpédiant des terres excavées et sédiments, assurent la traçabilité entre les lots entrants et les lots sortants. Les établissements réalisant une transformation importante des déchets, des terres excavées ou des sédiments, ne permettant plus d'en assurer la traçabilité, sont exonérées des obligations de traçabilité spécifiées aux deux premiers alinéas, uniquement si l'arrêté préfectoral fixant les prescriptions d'exploitation de ces installations le prévoit.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il était exonéré des obligations de traçabilité car il réalise une transformation importante des déchets (cf article 5.9.2 Dispense prévue par le dernier alinéa de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 de l'arrêté préfectoral n°13148 du 6 août 2008).</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> |